

Hassan Remaoun

Sociologue et historien algérien. Se présentant comme « socio anthropologue de l'histoire et de la mémoire », il est professeur à l'université d'Oran Es-Senia et chercheur au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC).

Février 2022

****L'interview (version PDF) a été revue, modifiée et validée par*

Habib - Aslama si Hassan. Merci beaucoup pour l'accueil, la disponibilité et pour votre temps. Je suis ravi de faire votre connaissance d'abord et d'échanger un peu avec vous sur votre itinéraire personnel, vos travaux puis éventuellement sur la situation actuelle. On va faire un peu un tour de votre vie en 2 h, c'est très difficile, j'imagine, mais on essaiera ensemble, si vous êtes d'accord.

Hassan - On fera de notre mieux, ! Et merci d'être venu nous rendre visite et de prendre la peine de m'interviewer.

Habib - Je suis ravi, Absolument. La première chose, évidemment vous imaginez quand je me suis fixé sur le nom de certaines personnes et même avant, je suis allé me promener sur le net, j'ai regardé, j'ai interrogé un peu les biographies des personnes que j'allais rencontrer. Je ne viens pas les mains complètement vides, mais je préfère laisser mes interlocuteurs et interlocutrices se présenter par eux-mêmes. Comment vous présenteriez-vous ?

Hassan - C'est difficile à dire. Comment me présenter ? C'est difficile de parler de soi-même. Il est plus facile de parler des autres que de parler de soi-même.

Bon, je peux vous dire que je suis né pendant la colonisation française. Donc une grande partie de l'école que j'ai faite, ça a été en français. J'avais des rudiments d'arabe bien entendu, mais ma scolarisation, pour l'essentiel, s'était faite donc en français. Et à l'indépendance, j'ai continué un petit peu, en 1962, j'ai continué mes études secondaires jusqu'au baccalauréat. Un peu perturbé d'ailleurs, parce que à l'époque c'était une période d'activisme. J'ai été très pris dans le mouvement activiste de l'époque. Avec des mouvements de jeunes, il y avait une Union nationale des lycéens et des collégiens algériens.

Ensuite j'ai milité aussi un petit peu à la jeunesse FLN (UNCLA) à un moment donné, puis je me suis retrouvé à l'UNEA. Donc c'était une période assez riche et avec un certain nombre de perturbations. Ce qui fait que dans les études, ça a eu des effets, donc j'ai traîné une année ou deux en cours de route comme ça avec ces activités. J'ai eu un bac. En fait, à l'époque, on passait des deux baccalauréats, algériens et français, et ensuite je me suis retrouvé à faire des études. Je m'étais inscrit à la jeune

université d'Oran. C'était une université qui débutait, où j'ai fait des études un peu à cheval entre l'histoire et la sociologie, ce qui a donné le double cachet que je garde jusqu'à maintenant. Je suis un peu comme Proudhon dont parlait Marx, il disait « Tous les Allemands le considèrent comme un grand économiste et les Français le considèrent comme un grand philosophe, alors qu'il n'est ni l'un ni l'autre ! ».

C'est comme ça que les historiens me considèrent comme un sociologue et les sociologues me considèrent comme un historien.

Habib - Vous êtes les deux !

Hassan - C'est un peu difficile. J'essaie d'être les deux, j'ai essayé de faire la synthèse. J'en ai fait une synthèse en travaillant en tant que sociologue qui réfléchit sur la mémoire et les pratiques de l'histoire, le rapport au passé. Voilà, donc c'est pour ça que certains de mes collègues m'ont soufflé l'appellation, je me considère un peu comme socio anthropologue de l'histoire et de la mémoire.

Habib - Alors, je vais faire appel à votre mémoire. La première partie de l'interview c'est votre mémoire. Vous êtes né en quelle année ? Je peux vous demander ?

Hassan - Je suis né en 1947.

Habib - Où ça ? Ici ?

Hassan - Je suis né à Meknès, au Maroc, parce que mon père avait fait l'Ecole normale d'instituteurs de Bouzareah à Alger. Il était originaire de Nedroma dans la wilaya de Tlemcen, et sa première affectation a été Constantine. Puis après il a été affecté au Maroc et en fait le Maroc, il y a passé trois ou quatre ans, cinq ans peut-être. C'est là que je suis né, il a enseigné à Meknès, dans la ville de Meknès.

Habib - Vous n'avez pas grandi vraiment là-bas ?

Hassan - Non je n'ai pas grandi vraiment là-bas. Je n'ai pas grandi là-bas, je pense qu'il se sentait à l'aise parce qu'on avait de la famille au Maroc. Vous savez qu'il y a eu toujours un mouvement de va et vient entre l'Algérie et le Maroc, et notamment quand il y a eu le protectorat. Avant le protectorat d'abord, parce que le Maroc servait de refuge pour ceux qui fuyaient les débuts de la colonisation française, surtout dans l'extrême ouest. Et puis après, après parce que les Français ont eu tendance à faire appel à des fonctionnaires qui venaient d'Algérie pour jouer une sorte de médiateurs de la colonisation. Fonctionnaires, instituteurs, interprètes judiciaires. C'est comme ça que j'ai vu le grand-père maternel qui s'est retrouvé là-bas comme interprète judiciaire aussi.

Habib - C'est étonnant parce qu'en Tunisie, ils n'ont pas fait la même chose, ils n'ont pas envoyé beaucoup d'Algériens.

Hassan - Il n'y avait pas cette fonction, peut-être. Alors en Tunisie, c'est plus précocement, c'est en 1881, 1882. Alors que le protectorat du Maroc date officiellement de 1912. A partir de 1912 ils ont fait appel aux Algériens qui étaient massivement utilisés comme personnels bilingues. C'est comme ça que vous avez

même des conseillers du roi qui se sont installés là-bas. Alors, il y en a qui ont été célèbres comme le cheikh Maameri, qui venait de Kabylie. Ou alors le grand cheikh Benghabrit.

Habib - Qui était de Oujda.

Hassan - Qui venait de l'Ouest algérien et qui est parti, qui était dans la légation française de Tanger à un moment donné, puis qui s'est retrouvé conseiller du roi du Maroc après le protectorat, le futur fondateur de la Mosquée de Paris. Donc il y a eu beaucoup de personnels qui travaillaient au Maroc.

Habib - Vous vous sentez un peu Marocain ?

Hassan - Je me sens Maghrébin, c'est sûr, je me sens Marocain, Algérien, Tunisien évidemment. Je me sens Maghrébin puisque je voyage, j'ai beaucoup voyagé dans le Maghreb, notamment, bien entendu en Algérie, parce que c'est là où je vis. Mais au Maroc et en Tunisie, où j'ai des amis, j'ai des proches dans les pays maghrébins de manière générale. Donc je me sens très Maghrébin et je crois que je ne suis pas le seul dans ce cas-là au Maghreb. Et ça c'est rassurant, de ce point de vue-là.

Habib - Dans le mot Maghrébin, vous mettez un contenu politique ou au juste une sorte d'appartenance ? Qu'est-ce qu'on met là-dedans ?

Hassan - Qu'est-ce qu'on peut mettre là-dedans ? Il y a de tout, forcément. Il y a de tout, il y a quand même une culture, il y a un passé, il y a des capacités, des possibilités d'échange. Et puis surtout j'ai vécu à une période où les échanges étaient peut-être plus faciles que maintenant. Contrairement à ce qu'on pense la colonisation n'a pas bloqué ces échanges. C'est plutôt les Etats nationaux qui ont créé des frontières, ce qui est un peu normal. Les Etats nationaux naissent, et effectivement ils se déploient, et ils auraient pu se déployer en cultivant l'unité maghrébine. Bon, ça ne s'est pas toujours fait comme ça malheureusement mais il ne faut pas désespérer. Le problème c'est que les nouvelles générations sont éduquées dans l'idée d'un nationalisme, des Etats territoriaux. Et donc peut être que le rapport au Maghreb est moins visible dans les nouvelles générations. On se dit beaucoup plus Tunisien, Algérien, Marocain et cetera. Mais je suis d'une génération où il y a encore l'idée que des choses pouvaient se faire en commun, et se faisaient en commun. Notamment les mouvements de libération, puisqu'il y eu pendant longtemps une action concertée entre les partis nationaux des trois pays du Maghreb, disons le Maghreb Central, Tunisie, Algérie, Maroc. Et puis, pendant la guerre de libération quand même. Il y a eu des armées de libération qui avaient été constituées, qui ont coordonné leur travail ensemble. Et puis il y a eu des actions de solidarité qui ont été menées. Donc on a l'impression que cette idée maghrébine aurait tendance à reculer, mais il faut être optimiste parce qu'après tout, vous savez l'idée européenne, l'Europe a connu pire ! Toutes les guerres que l'Europe a connues, on oublie tout ça et on s'imagine que, ce qui se passe actuellement, que l'Union européenne, c'est une Ex-Nihilo, non.

Habib - Elle est passée par des guerres.

Hassan - Les guerres les plus terribles y ont eu lieu, ou à ce qui a mené au XVII^e siècle aux traités de Westphalie. Quand on voit ça, quand on voit les guerres, jusqu'aux

guerres mondiales du XX^e siècle. Bon, ça n'empêche pas que, même si les choses ne sont pas tout à fait jouées, contrairement à ce qu'on pense, mais enfin il y a eu un certain nombre d'apaisements, de rapports apaisés. Et ça permet aux Européens de circuler relativement d'un pays à l'autre, avec facilité.

Donc théoriquement on devrait pouvoir circuler aussi au Maghreb. Les textes prévoient qu'on puisse circuler sans passeport, enfin sans passeport non, mais sans visa. Il y a quand même quelque chose qui existe de ce point de vue-là. Mais je pense qu'un certain nombre de tensions ont fait que les rapports entre populations et entre sociétés sont relativement moins développés, sauf dans certaines circonstances, peut-être plus à l'ouest qu'à l'est.

Mais je pense que personne ne pourra déménager et aller s'installer ailleurs, ce n'est pas possible !

Habib - Il y a une fatalité de l'union à un moment ?

Hassan - Une fatalité je pense qui se transformera en volonté. En volonté, bien étudiée, bien réfléchie. Et d'autant plus qu'entre les pays Maghrébins, il y a plus de proximité sans doute qu'entre pays européens. Les Européens, leur ciment, ils parlent des valeurs et tout, mais je pense que c'est beaucoup plus économique. Tandis que pour le Maghreb, on peut parler de valeurs communes, d'histoire commune, de culture commune.

Voilà, pour l'essentiel. Et donc, tout cela peut se traduire en défis et en projets communs. Ce que certains détachements du mouvement national ont essayé de mettre en avant. C'est une génération qui est partie malheureusement ou qui est en train de partir, mais je pense que ça reviendra.

Habib - J'espère !

Hassan - Il faut espérer !

Habib - Pour nos petits-enfants.

Hassan - Ah, même avant, pourquoi pas !

Habib - Même avant ?

Hassan - Pourquoi pas, on ne sait pas comment l'histoire peut avancer, l'histoire, je pense que c'est Lénine qui disait ça, elle avance souvent par le mauvais côté. Alors le mauvais côté, d'où il viendra, on ne sait pas ! Bon, l'essentiel, c'est qu'elle aboutisse sur le bon côté.

Habib - Oui, oui, je suis absolument d'accord avec vous. Dans quel milieu social vous avez grandi ?

Hassan - J'ai grandi dans un milieu, c'est assez compliqué parce qu'il y a eu l'acculturation coloniale. On a changé de ville, on a voyagé, donc le milieu social est complexe, mais disons qu'à l'origine mon milieu familial ce serait la petite bourgeoisie

de province, d'une petite cité traditionnelle pas loin de Tlemcen, Nedroma, qui a une existence plutôt ancienne. On va retrouver une des mosquées les plus anciennes d'Afrique du Nord, puisqu'elle remonte aux Almoravides, et le fondateur de la dynastie almoravide Abdelmoumen était originaire de la région. Donc une vieille citée, cultivant la tradition un peu commerçante, un peu artisanale, un peu esthétique, au contact avec un certain nombre d'autres cités en Algérie et un peu dans l'est marocain, à la frontière. Les campagnes dans la région de Nedroma ont donné beaucoup d'émigration en France et en Europe aussi, après la colonisation. Donc c'est une cité qui a eu longtemps sa particularité, mais qui n'est pas fermée du tout, où la scolarisation a été relativement développée et qui a pu donner quelques élites.

Habib - Il y avait des livres à la maison ?

Hassan - Ah oui il y en avait, puisque mon père était instituteur, enfin il était sorti de Bouzareah, il avait des livres, donc on avait quand même une tradition de livres, j'ai même ici quelques livres que j'ai hérité de lui. Donc, de ce point de vue-là, oui il y avait des livres.

Habib - Vous avez grandi avec les livres ?

Hassan - Relativement on a grandi dans un milieu de lettrés. Nedroma a donné quelques lettrés quand même, en arabe et en français.

Habib - Vous étiez nombreux dans la famille, frères et sœurs ?

Hassan - On était cinq ou six, si ce n'est pas sept !

Ensuite, on s'est retrouvé à Oran, très tôt. Bon, d'abord on était à Nedroma quand mon père est rentré de Meknès où il enseignait. Il a dû rentrer en 1950 peut-être, 1951. Et après avec la guerre de Libération, il a été arrêté avec son frère, ils se sont retrouvés au camp d'Aflou, dans les hauts plateaux de l'Ouest algérien, et ensuite il s'est retrouvé assigné à résidence à Oran. C'est comme ça qu'on est venus s'installer à Oran. On s'est installés à Oran, et depuis ce temps-là, on est pratiquement Oranais. Surtout qu'il y avait une branche de la famille qui y était installée depuis la fin du XIX^e siècle, qui nous avait accueilli ici. Nous avons donc tout le temps vécu à Oran, sauf des périodes de deux ou trois ans où j'ai vécu en France, pour soutenance de thèse, mais c'est bien après. Et puis quelques déplacements ici et là en Algérie, mais en gros nous sommes ancrés ici.

Habib - Votre père, il était impliqué dans la révolution algérienne ?

Hassan - Oui, il était impliqué à l'échelle locale, il était instituteur, et en 1955, 1956 il a été arrêté. Donc il était impliqué. Il était dans le mouvement, à proximité certainement du FLN, et puis bien avant avec d'autres partis politiques aussi.

J'avais un oncle qui était beaucoup plus proche des Oulémas. Mon père avait été proche des communistes, puis proche de l'UDMA, puis après proche des nationalistes. Une trajectoire à l'époque. À l'époque, il était jeune. Quand il était à l'école normale, je l'ai appris par des compagnons qui étaient avec lui, il a été parfois sanctionné. En 1942, quand il a été envoyé à Constantine, c'était un petit peu par sanction parce qu'on

leur avait proposé de faire une formation militaire une fois par semaine, en précisant que les Français auraient le titre d'Officier de réserve, mais pas les Algériens. Et il a réagi. Il a dit Moi, je ne ferai pas cette formation militaire, il n'y a pas de raison que je la fasse, pourquoi nous, on n'aurait pas le droit à ce titre ? C'est une façon de protester aussi. On raconte aussi qu'à Nedroma où il était venu en vacances - il venait de l'école normale, avec les idées de droits de l'homme, d'égalité, etc. - il assiste à une cérémonie publique où on a le Crieur public envoyé par l'administrateur civil, qui vient avec son tambour, qui appelle la population et qui dit Nous avons des saisies de guerre et il y aura une distribution à la population européenne. Il fait un pas en avant et il dit Pourquoi la population européenne ? Nous autres, qu'est-ce qu'on représente pour vous ? Est ce qu'on est là ou on n'est pas là ? Il a été convoqué par l'administrateur civil et il a eu des ... Bon à l'époque, disons que c'était le jeune révolté qui réagissait. Ensuite il a fait sa carrière d'enseignant essentiellement à Oran, et maintenant il est décédé.

Habib - Et 55 il se fait arrêter et il est en prison ?

Hassan - 1955, pourquoi 1955 ? Parce qu'il ne faut pas oublier qu'en octobre 1955 il y a eu ce qu'on a appelé l'opération synchronisée entre l'Armée de Libération Nationale en Algérie et l'Armée de Libération Nationale au Maroc. Une grande opération synchronisée à la fois dans l'Est marocain et dans l'Ouest algérien entre les deux armées de libération. Et il y a eu des combattants qui sont sortis, qui sont apparus dans les villes, qui ont mené des batailles, et qui ont mobilisé une grande partie des troupes françaises, à la fois sur le territoire marocain et sur le territoire algérien. Donc, c'était un travail combiné, c'était l'époque où il y avait des porteurs de cette idée Maghrébine. Et après cela, il y a eu une répression dans la région. Les Français devaient penser que c'était des gens qui étaient calmes. Alors ils se sont rendu compte qu'il y avait un grand mouvement militaire auquel ils ne s'attendaient pas du tout et donc la répression est tombée dans la région.

Habib - Et votre père était impliqué dans ce soulèvement ?

Hassan - En tous cas, il était ciblé. Je n'ai pas eu l'occasion d'en discuter dans le détail avec lui parce qu'à l'époque, je n'avais pas pensé à le faire. Mais en tout état de cause, il était fiché, parmi les personnalités fichées de la ville de Nedroma. Beaucoup de gens étaient fichés. Différents courants politiques ou assimilés donc au mouvement de libération. C'était des petites élites locales et on va les cibler. Et il va y avoir des vagues d'arrestations. Je me souviens bien du jour de son arrestation. J'étais à l'école primaire et j'étais en classe de cours élémentaire deuxième année, ou cours moyen première année, je ne sais plus. Justement, j'avais mon père comme instituteur. J'étais dans la classe de mon père. Et alors le matin, on est en rangs, et l'instituteur ne vient pas. Il s'était fait arrêter en cours de route. Il s'était fait prendre à la maison. Moi, j'étais déjà sorti, je ne me rendais pas compte. Et puis après, ils ont été amenés dans un stade où ils ont subi un certain nombre de comportements qu'on peut imaginer de la part des troupes de la Légion étrangère. Ensuite ils ont été éparpillés vers des centres de l'armée française, lui et son père à Aflou, à la lisière du désert.

Habib - De rétention

Hassan - De rétention et des prisons. Mais ça ce n'est rien du tout, c'était très courant. Vous savez ils étaient des milliers et des dizaines, des centaines de milliers. Le fait qu'ils n'aient pas été tués, c'est un gros avantage par rapport à plein de personnes qui sont parties, qui ont payé de leur vie. Il est resté peut-être moins d'une année à Aflou. Parce que je pense, on a encore quelques traces, les syndicats d'enseignants ont été solidaires, en France notamment. Ce sont des choses qu'il faut signaler. Il y avait le Syndicat National des Instituteurs et la Fédération de l'Education Nationale, je pense qu'il y a eu peut-être même des écrits dans leurs journaux à l'époque, ils étaient solidaires avec les enseignants, relativement solidaires, donc il y a une pression qui a été exercée. Ça s'est traduit par son rappel et son assignation à résidence à Oran.

Habib - Et là il a repris le travail, assignation à résidence, il travaillait, il était réintégré.

Hassan - Réintégré voilà, il ne pouvait pas quitter la ville. Il fallait qu'il aille pointer, je ne sais pas combien de fois toutes les semaines, dans un commissariat de police.

Habib - Et après, à partir d'un certain moment, vous passez au collège et au lycée. C'était toujours à Oran j'imagine ?

Hassan - A Oran, oui.

Habib - Vous étiez un gamin perturbateur, vous faisiez des bêtises ?

Hassan - Oui, oui, oui, perturbateur

Habib - Collège, lycée ?

Hassan - Perturbateur, pas peut être au collège, mais j'étais dans des mouvements, dans des associations, dans des mouvements de jeunes. J'ai été très actif et je sais que quand il y a eu un coup d'État du 19 juin 65 on était sortis dans les rues. On allait manifester. On était beaucoup à être recherchés, arrêtés quelque temps, puis libérés.

Habib - Ça, c'est 65, la période avant l'indépendance ?

Hassan - Avant l'indépendance ... je ne vais pas vous raconter dans le détail. Moi, j'étais gamin disons. Quand il y a eu l'indépendance j'avais quinze ans. Bon, donc je ne pouvais pas devenir un grand héros.

Habib - Non, on n'est pas obligé d'être un grand héros à quinze ans !

Hassan - Non. Mais enfin, il faut imaginer Oran à l'époque, Oran, Alger, c'était la fin de la guerre. C'était gangréné par l'OAS et donc il y avait des assassinats. C'était un contexte extrêmement difficile, très dangereux et nous on a dû déménager. On habitait du côté de ce qu'on pouvait appeler la ville européenne, on a dû se réfugier dans un autre quartier. Mon père avait un logement de fonction, et, dans ce quartier, comme c'était une zone relativement protégée, je voyais très bien ceux qu'on appelait les combattants urbains qui venaient souvent dormir à la maison. Surtout pendant la période de l'OAS, ils venaient dormir, ils avaient un petit secrétariat avec une machine à écrire, ils faisaient leur rapport ou leurs tracts etc.

Donc il nous arrivait, il m'arrivait, avec d'autres jeunes dans ces quartiers, de prendre des paniers, des couffins, transportant des choses qu'on ne connaissait pas. On savait pas ce qu'il y avait dedans. Ça pouvait être une machine à écrire, Ça pouvait être peut-être une arme de temps en temps, on était utilisés. Bon mais beaucoup de jeunes étaient utilisés comme ça.

Habib - Les parents étaient au courant ?

Hassan - Oui, ils étaient au courant. Il y avait je pense un sentiment extrême, un sentiment national très développé, ce n'était pas loin de l'indépendance. Et la société était complètement mobilisée.

Habib - Y compris quand on était un gamin de quinze, seize ans ?

Hassan - Ah oui, à 15,16 ans, on était relativement matures. 15 ans, c'est en 62, je suis né en 47. Si vous prenez en 59, j'ai 12, 13, 14 ans. Donc c'est pendant cette période-là. On a été marqués par les événements. Une ville bouclée par l'armée, à Nedroma à l'origine, donc à partir de 55, voir des membres de sa famille, une grande partie de la population arrêtée et déportée pratiquement vers des lieux qui nous semblaient lointains à l'époque, et avec une information qui circulait peu. Puis dans le contexte d'Oran. Oran c'était la grande métropole, très connue. La période de l'OAS a été très difficilement vécue. Et même avant j'ai des souvenirs. On a été hébergés pendant un certain moment dans un quartier traditionnel qu'on appelle la ville nouvelle, que les Français appelaient le village nègre, *medina el jeddida*, la ville nouvelle. Et à un moment donné, la zone était ébranlée par des attentats. Il ne se passait pas de jours où il n'y avait pas un attentat dans ce quartier. Ça pouvait être un policier, ça pouvait être quelqu'un qui était considéré comme collaborateur, à tort ou à raison. Mais c'était extrêmement tendu aussi. Donc une partie de l'enfance s'est développée dans des conditions particulières, ce qui fait que forcément, vous avez une maturation de ce côté-ci, vous êtes habitués à autre chose.

Habib - On parlait de mémoire tout à l'heure, ça marque la mémoire ?

Hassan - Ah, ça marque la mémoire, bien sûr que ça marque la mémoire.

Habib - Vous vous surprenez parfois en train d'être renvoyé là-dedans ?

Hassan - Des fois, c'est comme si c'était hier. Parce que le temps passe vite, on se rend compte que le temps, on a l'impression que c'est long, mais en fait quand on a la chance de vivre longtemps, parce que j'ai beaucoup d'amis et de proches qui malheureusement ont disparu, sont morts. J'avais, quand ils étaient encore vivants, l'occasion de discuter de cela avec eux. On échangeait. Maintenant, nous sommes une minorité à survivre. Vous savez, ceux qui sont nés en 1947, il ne doit pas y en avoir des tonnes. Bon. Je ne sais pas jusqu'où ça ira.

Habib - Pourtant ce n'est pas très vieux, né en 1947 !

Hassan - Oui, mais il faut tenir compte du fait que la cohorte qui est née en 1947, qu'est-ce qu'elle représente au sein de la population maintenant ? Vous savez, en

1962 nous étions 9 millions peut-être d'habitants, d'Algériens. Nous sommes 45 millions.

Qu'est-ce que ça représente comme cohorte, ceux qui ont 76 ans ? Bon, on ne va pas rentrer dans des considérations démographiques ! Mais c'est clair que nous sommes une minorité et on va être encore plus minoritaires parce que même ceux qui ont participé à la guerre de libération sont de plus en plus rares parce que ce sont des générations qui s'éteignent. Forcément, l'indépendance, ça remonte à 1962.

Habib - Est ce qu'on veut la garder, cette mémoire ? Est-ce que cette mémoire des années de guerre, d'indépendance, est-ce que cette mémoire a été gardée en Algérie ?

Hassan - Je pense que oui. Elle a été gardée, elle a été maintenue. Bon ce n'est pas vécu de la même manière. Quand vous avez vécu les événements et quand vous apprenez cela dans un livre scolaire, dans une leçon, ou vous voyez ça dans un film. Bon, ça vous impressionne, mais ça n'a pas le même effet, forcément. C'est ce qui m'a poussé à réfléchir à l'usage du passé. Pourquoi les sociétés ont tendance à regarder dans le passé. C'est comme le conducteur d'une voiture qui regarde toujours dans le rétroviseur.

Habib - C'est dangereux.

Hassan - Et nous aussi on est tout le temps en train de regarder. Alors effectivement, ça a des avantages et des inconvénients. Il y a des choses qu'il faut regarder, qu'il faut voir. Mais il ne faut pas que ça ferme la voie aux nouvelles générations, pas les enfermer là-dedans. Il faut qu'elles se souviennent, que la mémoire soit entretenue, maintenue. Il faut aussi leur donner la possibilité de créer quelque chose d'autre. Quelque chose a été créé, mais ce n'est pas la fin de l'histoire. Donc il faut imaginer autre chose. Et puis aussi le fait que vous avez un état qui se construit, en 60 ans, vous avez de nouvelles élites, vous avez de nouvelles composantes, vous avez des institutions qui se créent. Vous avez un renouvellement de la structuration sociale, en ce sens on peut dire qu'il y a une révolution. Mais vous avez aussi de nouvelles classes sociales qui se constituent. Qui participent au pouvoir politique, au pouvoir économique, au pouvoir culturel aussi. Et qui effectivement, cherchent à se légitimer. Et c'est vrai que de ce point de vue-là, on se légitimera par la guerre de libération, la guerre de libération a été un moment fondateur dans l'émergence de l'Algérie contemporaine, dans l'émergence de l'Etat national et donc c'est une ressource importante, y compris pour le pouvoir. Tous les types de pouvoir quels qu'ils soient. C'est la référence, c'est pour ça que vous avez des faux moudjahidine, des vrais moudjahidine. C'est important de se situer par rapport à ce passé, c'est un passé trop important, très lourd et qu'il faut gérer. Ça pose des problèmes de gestion.

D'où les conflits de mémoire, avec leur impact, y compris international. Quand on voit les rapports avec la France. Et en France aussi le poids de la mémoire est important. La mémoire coloniale. Vous avez plein de catégories qui sont encore porteuses de mémoire là-bas. Vous avez tous les descendants des pieds noirs, des centaines de milliers de familles qui ont envoyé leurs enfants faire la guerre, en Algérie. Des descendants de colons, des descendants de harkis, l'immigration aussi. Ce qui fait que

jusqu'à maintenant, ce n'est pas un hasard si la France est un enjeu interne à l'Algérie, et si l'Algérie est un enjeu interne à la France !

Habib - Est-ce que vous iriez jusqu'à dire, je crois, que c'est Macron qui a sorti cette formule, jusqu'à penser qu'il existe une mémoire partagée franco-algérienne ou algéro-française ?

Hassan - Forcément, forcément une mémoire partagée. Mais la mémoire, c'est compliqué. La mémoire, ça ne veut pas dire qu'on pense la même chose. On a vécu le même passé.

Habib - Les mêmes événements

Hassan - Les mêmes événements, la même histoire. Mais on n'était pas toujours du même côté de la barrière, forcément. Du même côté de la frontière sociale.

Habib - Même rarement

Hassan - Même rarement. Donc, ce qui fait que oui, il y a une mémoire partagée. Disons qu'il y a un legs qu'il va falloir régler. Alors comment le régler ? C'est par la réflexion, par le travail, par l'émergence de nouvelles générations aussi, il faut des générations qui soient plus à l'aise avec ce passé. C'est important. Les générations qui ont participé directement à cette histoire réagissent avec beaucoup plus d'émotivité. Et souvent, il y a des intérêts en jeu, forcément. Ça se pose toujours quand on réfléchit sur le passé.

Habib - Bien sûr. Est-ce que ce que la mémoire peut être isolée, et isolée dans un passé en disant il y a la mémoire de la guerre de cette période-là, et puis les nouvelles générations, ou est-ce que c'est continu, est-ce que c'est une construction ? Est-ce qu'en permanence il y a une réécriture, ou est-ce qu'il y a une mémoire d'une période A, une mémoire d'une période B, une mémoire d'une période C ?

Hassan - La mémoire c'est compliqué, parce qu'effectivement les catégories sociales, les individus et cetera, ne seraient pas toujours les périodes. On ne dit pas cette période, voilà le A, le B, le C, ça ne fonctionne pas comme ça. Ça synthétise, le rapport au passé est synthétisé, avec des moments forts. Avec des moments forts et des moments qui ont tendance à disparaître de la mémoire, provisoirement disparaître. On ne se souvient pas toujours de ce qui s'est passé. On se souvient de ce qu'on veut très souvent bien se souvenir. Soit on a été marqué profondément par un événement, soit parce que la mémoire est sélective en fait.

Habib - Soit pour légitimer.

Hassan - Soit pour légitimer, soit pour des enjeux du présent. Mais la mémoire, ce n'est pas l'histoire. Ce n'est pas l'histoire, la mémoire.

Mais ça existe partout, ça fonctionne comme ça partout. La mémoire est un phénomène universel, l'histoire n'est pas un phénomène universel. L'histoire comme discipline académique émerge à certains moments de l'histoire, comme pratique

académique. Il faut un certain nombre de conditions. Si vous n'avez pas ces conditions, vous avez une historiographie très faible.

Habib - C'est quoi ces conditions ?

Hassan - Il faut qu'il y ait des institutions, disons de recherche et de diffusion du passé. Il faut qu'il y ait la diffusion de l'esprit critique, le fait de regarder le passé avec un minimum d'objectivité. Le fait aussi de travailler avec des preuves, autant que possible, de ne pas raconter n'importe quoi. C'est un peu comme toutes les autres disciplines académiques. Il faut avoir des écoles historiques qui se forment, qui se posent, qui se portent sur le passé. Mais très souvent, plus le passé est rapproché, plus il pèse très lourd. Plus le passé est rapproché, plus il a tendance à voiler tout le reste, ce qui est normal. Ça se passe partout comme ça l'histoire. Ça permet de faire le tri, ça permet de déployer des analyses. Mais il faut avoir des institutions pour cela, il faut les créer, il faut avoir une conscience historique, pas seulement une conscience du passé, pas seulement une mémoire.

Par exemple, vous prenez les premières traces historiographiques écrites qu'on a retrouvées. C'est le cinquième, quatrième siècle avant Jésus-Christ à Athènes. On pense un peu à Hérodote, on pense à Thucydide, on pense à quelques autres. Les deux ont réfléchi sur des guerres qui n'étaient pas très anciennes par rapport à la période où ils ont vécu. Hérodote a travaillé sur ce qu'on appelait les guerres Médiques face aux Perses. Et Thucydide, ça a été plus sur la guerre du Péloponnèse, entre Athènes et Sparte.

Alors, on considère qu'il y a des tentatives d'écrire quelque chose d'objectif. Pour Hérodote d'ailleurs, histoire ça voulait dire enquête, il a essayé d'enquêter, il a essayé de réfléchir, il a essayé d'amener des informations assez précises. Aussi précises que possible. Pour ça, il fallait qu'il y ait un contexte de vie intellectuelle, un contexte de démocratie, relative ce sont quand même des sociétés esclavagistes. Ça on a tendance un peu à l'oublier. La démocratie ne concernait que quelques dizaines de milliers de personnes, vous avez les femmes, les étrangers, les esclaves qui constituent une grande majorité d'exclus, il ne faut pas oublier ça. Mais quand même, il y a un environnement qui permettait l'émergence d'un esprit critique.

Ne perdons pas de vue que l'historiographie est apparue en même temps que certaines disciplines comme la philosophie. C'est important. La philosophie, le débat dialectique, la capacité à réfléchir sur les pratiques humaines et sur la vie en société. Tout ça allait de pair. Et puis même d'autres disciplines. Quand on voit les mathématiques ou l'astronomie, qui servaient un peu de modèles, on essaie d'être aussi précis que possible, ce n'est pas gagné d'avance !

Donc il y a certaines conditions. Dans nos sociétés il faut qu'on réfléchisse à ces conditions. Il faut qu'on réfléchisse à l'émergence au XIV^e siècle de personnalités comme Ibn Khaldoun. Il y a une vague d'historiographie extrêmement intéressante dans l'islam à partir du VIII^e, IX^e siècle, X^e siècle, qui va s'estomper et puis quand même de temps en temps on a des astres qui apparaissent.

Il faut étudier comment on est arrivé à cela, comment l'historiographie a pu émerger avec ce degré d'objectivité et d'analyse critique. Ce n'est pas tombé du ciel. Il y a un

potentiel dans les sociétés. Toutes les sociétés peuvent faire de l'histoire mais il y a des conditions qui doivent être remplies. Il faut qu'elles remplissent un certain nombre de conditions et qu'elles les rassemblent. Sinon, l'histoire va se diluer dans des effets de mémoire, tendance assez courante, d'autant plus que les vainqueurs et dominants et les vaincus et dominés peuvent avoir des regards différents.

Souvent, quand on travaille sur l'histoire, on a tendance à jouer un rôle de mémorialiste, et tendance à ne pas prendre suffisamment de recul critique. La pensée critique, ça s'acquiert. Il y a des conditions pour cela. C'est un combat pour toute une société.

Et puis il y a des enjeux sociaux, des enjeux sociaux qui jouent un rôle extrêmement

Habib - Qui est ce qui écrit l'histoire en Algérie ?

Hassan - Qui est-ce qui l'écrit ? Qui est-ce qui l'enseigne ?

Habib - Comment on fait l'histoire ? Comment s'écrit l'histoire ?

Hassan - C'est une réflexion, comment on écrit l'histoire ...

Justement, on avait organisé un colloque en 1992, et on avait sorti des actes. C'était comment on enseigne l'histoire. Mais enfin on aurait pu mettre comment on écrit l'histoire. Bon, l'histoire ce sont d'abord des institutions publiques qui jouent un rôle important. Vous avez des personnes qui écrivent leurs mémoires, vous avez des lettrés, vous avez des gens qui essaient de se projeter à travers le temps.

Ça a commencé à avoir un impact quand il y a eu une diffusion des maisons d'édition, quand il était possible d'éditer un certain nombre de livres. Mais les institutions, les gros producteurs, ce sont les institutions publiques, c'est l'Etat qui donne des moyens. Donc ce sont les universités, les centres de recherche, les associations plus ou moins intéressées. Je pense à l'association des Anciens Moudjahidine qui était intéressée par cette période, et vous avez donc une génération d'historiens qui a été formée.

Mais le problème c'est que pour l'essentiel, ce sont de jeunes universités qui ont besoin de plus d'expérience, d'accumuler plus d'expériences, de s'ouvrir plus sur les traditions historiographiques des autres sociétés, des autres pays. Or on s'est un peu enfermés. Enfin on s'est enfermés, c'est ce que tout le monde fait. Vous prenez la France du XIX^e siècle ou l'Allemagne, on s'est un peu enfermés dans les histoires nationales.

Habib - Qui sont des histoires officielles un peu, non ?

Hassan - Oui, officielles, puisque l'Etat Nation est officiel, vous faites partie de l'Etat national.

Vous avez des choses extrêmement importantes. Vous prenez une histoire commune qui peut être menée du côté de la frontière tunisienne, du côté de la frontière algérienne, vous allez avoir la même histoire racontée, mais sans tenir compte de celui qui est de l'autre côté de la frontière. Ou du côté Marocain. La même chose. Moi, j'ai vu des récits sur cette opération synchronisée de 1955 au Maroc et en Algérie, comme

si le phénomène était propre, s'était arrêté de ce côté de la frontière. Alors que des Algériens ont participé de l'autre côté, des Marocains ont participé de ce côté. Chacun donnait l'impression d'avoir agi tout seul, à l'intérieur des frontières héritées et sacralisées. Mais ça n'est pas toujours enregistré. Quelques historiens se sont mis à mettre en lumière. Et puis, en plus de ça, ça pose un gros problème parce qu'il faut avoir accès aux archives. Les archives, vous savez, chaque Etat a tendance à les contrôler.

Habib - Être jaloux de ses archives.

Hassan - Et de bien les enfermer. Et quand vous pensez qu'une grande partie de nos archives au Maghreb sont de l'autre côté de la Méditerranée, voilà ce que ça pose aussi comme problème !

Ce n'est pas si simple. Ce sont les balbutiements de l'histoire. En plus de ça, vous avez des tas de thèses, beaucoup de thèses qui sont soutenues en Algérie, en Tunisie, au Maroc, mais elles peuvent être de qualités diverses. On imagine un peu, mais tout n'est pas publié par exemple. Beaucoup restent dans la littérature grise. Ce qui fait qu'on ne sait pas au juste ce qui se produit. Bon, l'informatique maintenant on a des sites, on essaye de diffuser un peu plus ce qui se produit, mais pendant longtemps, ça n'était pas le cas. On n'avait que la presse comme moyen d'information. Or, ce n'est pas suffisant. Vous ne pouvez pas vous limiter à la presse parce que la presse, ce sont des orientations, des réseaux et des amitiés qui décident à faire connaître, voir à glorifier.

Habib - On ne peut pas faire un recensement systématique.

Hassan - Systématique, il faudrait d'abord le vouloir et y mettre les moyens, d'autant plus qu'ils ne savent pas que la question a déjà été abordée ailleurs. Il y a d'autres approches. Du point de vue information, ça ne fonctionne pas. Rien ne remplace la production de type académique de ce point de vue-là. Mais il ne faut pas pour autant que l'université soit retranchée sur elle-même, il faut qu'elle travaille avec la société, sans d'ailleurs que son travail ne soit réduit à cela.

C'est le problème, la grande problématique des sciences sociales, des sciences humaines. La société aussi, elle revendique sa part, elle veut participer, elle veut produire, elle veut censurer, comme l'Etat, comme chacun de nous aussi. Il ne faut pas se faire d'illusions. Donc ça complique encore les choses. Mais ça amène aussi de la richesse, ça peut amener de la richesse si on sait prendre en ligne de compte tous ces aspects.

Habib - Est-ce que les archives existantes, celles qui n'existent pas encore ou sont perdues, on verra, est-ce que les archives existantes sont accessibles aux chercheurs en Algérie ? Je parle des chercheurs algériens !

Hassan - En principe, les archives sont régies par la loi, qui dit que telles archives peuvent être mises à la disposition de lecteurs, telles archives ne peuvent pas être mises, normalement c'est régi par la loi. Je pense cependant qu'il y a beaucoup de choses encore à faire, y compris pour appliquer les lois qui existent.

Vous avez des lois, mais vous n'avez pas toujours de textes d'application. Vous n'avez pas toujours d'administrations et d'institutions qui travaillent au diapason avec la loi. Vous n'avez pas toujours de personnel d'archives qui est formé. Et puis, en même temps, il y a des enjeux liés à la guerre de libération. Ce sont des moments très difficiles dans la vie d'une société. Il y a des haines qui se sont accumulées. Il y a eu des gens qui combattaient ensemble, qui ensuite peuvent se retrouver adversaires, ennemis. Ils étaient ensemble pour la cause nationale, pour des raisons de pouvoir ensuite ils se sont séparés, il y en a qui ont disparu en cours de route. Donc ces absents, il faut les faire parler aussi. Il faut des historiens pour les faire parler. Comment les faire parler ? C'est compliqué. C'est très compliqué. Il y a plein d'enjeux là-dedans et les archives sont éminemment liées à la mémoire d'une nation, d'un État ; l'impact politique est extrêmement important. C'est comme pour la production historiographique qui suppose certaines conditions. La gestion des archives et leur transparence publique de même. Ce qui fait que des archives sont certainement mises à la disposition du public, mais pas toutes, ni à tous d'ailleurs !

Habib - Le « pas toutes », vous voulez dire qu'il y a une pré sélection ou juste parce qu'il y a une partie qui est difficilement accessible matériellement parlant ? C'est quoi ?

Hassan - Non, il doit y avoir aussi une présélection au moins sommaire. Vous avez un Etat national, dans tous nos pays, ce sont des Etats nationaux, qui sont les héritiers du mouvement national. Le mouvement national avait pour vocation d'unifier tout le monde. Du moins, c'est son credo. On ne supporte pas la divergence. Cet État national, c'est la même chose, il est continuateur, il dit Nous sommes des jeunes États nationaux, il faut faire attention, on peut être déstabilisés, on peut être ceci, on n'a pas encore de tradition, on n'a pas de cela. Et donc il y a des archives qui peuvent poser problème.

On a tendance parfois à utiliser la facilité, on dit bon, on ferme, on ne donne pas accès parce qu'il y a trop de problèmes, trop de soucis à se faire. Tandis que si vous formez des historiens, les historiens ce sont des personnes responsables, un historien ce n'est pas quelqu'un qui va chercher le scoop pour mettre le feu à la société. C'est important que ce soit étudié par des historiens et les historiens doivent contribuer à faire le tri de manière critique, de manière apaisée. Il faut que l'histoire se fasse de manière apaisée, constructive, en tirant des leçons pour permettre d'aller de l'avant.

Et quand il y a des choses qu'il faut dire, il faut les dire, seulement, il y a une façon de les dire. Vous n'allez pas développer le régionalisme ou le racisme, Puisque le projet de l'État national, c'est de créer une nation, d'unifier une nation, vous n'allez pas créer des perturbations, vous n'allez pas ressortir, vous avez des personnalités qui sont sacralisées parce qu'elles sont mortes pendant la guerre de libération, vous n'allez pas chercher des poux là où il ne faut pas chercher, c'est compliqué ! Plus tard, quand ce sera apaisé, il y a des choses qui pourront sortir.

Il est important qu'il y ait des générations d'historiens qui soient formés, qui réagissent à ces facteurs-là. Mais si vous fermez tout, vous n'aurez pas d'historiens.

Habib - Et comment les historiens aujourd'hui sont formés ?

Hassan - Ils sont formés, bien sûr, ils travaillent sur des archives, ils se déplacent ici, ils vont à l'étranger, ils organisent des interviews. Mais disons qu'il y a des conditions plus favorables encore qui peuvent être créées. Dans la gestion des archives, dans la liberté de critique par exemple, la responsabilité scientifique. Il y a plein de choses qui doivent entrer en ligne de compte. On a encore beaucoup de choses à apprendre de ce côté, beaucoup de choses à faire.

Habib - Je me trompe ou je crois que vous avez travaillé dans les archives ? Non ?

Hassan - Je travaille occasionnellement dans les archives. Ça va être toujours sur des trucs de mémoire, mais il m'est arrivé de travailler sur des faits d'histoire, précis.

Habib - Et tout ça, c'est dans le cadre de vos recherches.

Hassan - Oui, de mes recherches.

Habib - Est-ce que vous vous êtes, comment dire, impliqué. Est-ce que vous étiez impliqué dans l'administration des archives ?

Hassan - Non, non, non, Je n'étais pas impliqué non. Je n'étais pas impliqué puisque j'ai une vie universitaire et dans la recherche. A l'université et puis au centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle, le CRASC. Donc je ne me suis pas impliqué dans la gestion des archives, mais je suis en contact avec des amis, des collègues, qui sont impliqués et suivent cela de près.

On a même publié quelques textes sur les archives. On a organisé quelques rencontres sur les archives, le litige, les litiges entre les archives algériennes, ici, en France et ailleurs aussi, parce qu'il y a des archives de l'Empire ottoman qui nécessitent aussi d'être dépoussiérées. Toutes les périodes productrices d'archives, il y a des archives qui sont sur place et des archives qui ne sont pas sur place. Il y a des archives précoloniales qui ont été emmenées, il y a encore des cartons, des valises, c'est une partie de ce qu'on peut appeler une mémoire nationale qui n'est pas disponible sur place. Et je suppose qu'en Tunisie, au Maroc, c'est la même chose, dans d'autres conditions parce qu'en Tunisie, au Maroc, c'étaient des protectorats. Il y avait une petite autonomie interne qui n'a jamais existé en Algérie. La colonisation a été extrêmement dure en Algérie, ça a provoqué une acculturation profonde. Plus qu'ailleurs. C'est ce qui explique que jusqu'à maintenant ça puisse continuer à peser d'un poids qu'on peut considérer comme étant très lourd. Par rapport à d'autres pays.

Habib - Et est-ce que les historiens sont associés, officiellement je veux dire, à la gestion des archives ?

Hassan - Il y a une administration des archives. Il y a un centre national des archives qui s'appuie sur des archivistes qui sont formés. En bibliothéconomie en histoire, des historiens y compris. Ça doit exister ça. Il y a des consultations et il y a des gens qui travaillent en permanence. Il y a des personnes compétentes qui sont là-dedans. Le problème, c'est que ça n'est peut-être pas suffisant encore. Voilà, il faut faire encore plus d'efforts, il faut investir plus encore en ce domaine, en limitant les pouvoirs exorbitants de certains, et ce parfois au mépris des lois existantes.

Habib - Je vais revenir un peu à votre formation. Quand vous passez le bac, c'est un bac quoi ?

Hassan - C'était lettres philo.

Habib - C'est à Oran? Et l'université c'est à Oran aussi ?

Hassan - C'est à Oran, oui.

Habib - Et vous faites quoi comme licence ?

Hassan - J'ai fait une licence, j'avais dit un patchwork entre sociologie et histoire. C'était à l'époque la licence libre. On pouvait prendre des certifs de différentes disciplines.

Ce n'est pas les cycles actuels où vous rentrez dans une discipline, vous la menez jusqu'au bout. Vous avez des certifs, donc moi j'ai un certain nombre de certifs d'histoire, un certain nombre de certifs de sociologie.

Habib - Et donc c'est une licence, officiellement, formellement c'est une licence d'histoire ?

Hassan - C'est une licence qui s'appelle licence ès lettres libre, puisqu'avant c'était la licence ès lettres, ès lettres option histoire, option littérature, option philosophie, option ... Donc il y avait « libre », la mention « libre ».

Habib - Et, enfin moi je suis géographe et on a toujours entendu parler, y compris dans les lycées, habituellement, de l'histoire-géo.

Hassan - C'est ça, voilà.

Habib - Et l'histoire socio, vous l'avez inventée ?

Hassan - Ah oui, bon c'était à la carte. Moi j'avais commencé à passer, à préparer un certif de géo, je ne suis pas allé jusqu'au bout. Alors vous aviez à l'époque la licence d'histoire géo. Vous aviez mention histoire et mention géo. Si vous preniez la mention d'histoire, histoire-géo, mention histoire, vous aviez, en plus de la propédeutique, certificat d'études littéraires générales, vous aviez le certificat d'histoire ancienne, le certificat d'histoire médiévale et le certificat d'histoire moderne et contemporaine, et vous aviez un certificat de géographie mention histoire. Si vous prépariez la géographie, vous aviez, je pense que vous vous en souvenez, si ça n'avait pas changé déjà à votre époque, il y avait le certificat de géographie générale et je crois le certificat de géographie régionale, on l'appelait régional.

Et puis il y avait deux certifs, il y avait le certif d'histoire ancienne et médiévale, ils étaient fondus en un seul, histoire moderne et contemporaine qui étaient pratiquement le même. Moi j'avais fait les trois certifs d'histoire et j'ai dû faire un ou deux certifs de sociologie. J'avais commencé à faire géographie et je n'étais pas allé jusqu'au bout.

Habib - Vous vous êtes ennuyé à faire de la géo ?

Hassan - Non, je ne me suis pas ennuyé. C'est long à expliquer. J'ai eu une interruption dans mes études. Parce que j'avais une responsabilité à l'Union Nationale des Etudiants Algériens et à un moment donné il y a eu l'interdiction de l'UNEA, on a été recherchés, on a été mis en prison, puis ensuite nous avons été envoyés pour faire le service national. Donc il y a une suspension des études.

Habib - C'était une suspension de quelle année à quelle année ?

Hassan - Entre les périodes où j'étais recherché et les périodes où j'étais en prison, il doit y avoir près de deux ans en tout, que j'ai passés là-dedans. Puisque j'ai été recherché un petit peu en 1965 après le coup d'état. Je l'ai été de nouveau en 1967. Et puis avec l'interdiction de l'UNEA en 1971, je pense. Ce qui fait que j'ai visité quelques prisons comme ça. J'y suis resté soit quelques jours, soit quelques mois.

Habib - Dans chacune des prisons ?

Hassan - Six mois peut-être, oui, dans chacune des prisons.

Habib - Vous avez connu la torture ?

Hassan - On a été rudoyés, c'est sûr. La torture, pas vraiment. Mais d'autres l'ont connue. Brutalisés, pour essayer de nous impressionner. Effectivement, on a essayé de tenir bon. C'était la tendance dominante à l'époque.

Habib - Vous étiez contre le coup d'État ? Au moment où il s'est produit ?

Hassan - Ah oui ! Les mouvements de jeunes, l'UNLCA, l'UNEA etc., même des responsables du FLN à Alger et d'autres militants de gauche s'y sont opposés.

Habib - Est-ce que vous savez maintenant pourquoi à cette époque-là, je parle de 65 et 66, 67, pourquoi vous avez pris une position contre le coup d'état ?

Hassan - Nous d'abord on était jeunes, et on pensait, on croyait à une histoire idyllique. Quand l'indépendance est venue, il y avait le socialisme, il y avait ceci, il y avait une mobilisation autour des tâches nationales révolutionnaires, puis un coup d'état, on ne comprenait ni les tenants ni les aboutissants. Donc ça ne pouvait être qu'un mouvement de droite.

Habib - Oui, contre révolutionnaire

Hassan - Contre révolutionnaire en tout cas. Donc la réaction, c'est depuis ce temps-là que l'UNEA est rentrée dans la clandestinité, tandis qu'à l'initiative de la gauche du FLN, du PCA et de syndicalistes étaient créés l'Organisation de la Résistance Populaire (ORP), puis le Parti de l'avant-garde Socialiste (PAGS).

Habib - Vous reprenez l'université après 1971 ?

Hassan - Oui, je reprends après 1971. Puisqu'on est envoyés au service national jusqu'en 73, deux ans de service national. Mais en fait, il faut dire qu'on nous a laissé quelques facilités. On pouvait continuer à être inscrits pendant le service national et à

suivre des cours. Ce qui fait que de ce point de vue-là, il y a eu quand même des mesures de facilitation, il faut admettre ça. Ce n'était pas du tout le désir de nous écarter. Mais c'est avec le recul que l'on perçoit ces choses-là. A l'époque, l'impression dominante était celle d'une répression. Après ça je me suis intéressé à des recherches qui d'abord ont porté sur le mouvement communiste, en Algérie, en Afrique du Nord et dans le monde arabe, et le marxisme. J'avais fait un mémoire de diplôme d'études approfondies, sur, à l'époque c'était en vogue, ce qu'on appelait le concept de démocratie nationale.

J'avais aussi passé une thèse de troisième cycle à Jussieu sur « Mouvement national dans le monde arabe, approche et analyse du mouvement communiste international ».

Habib - Quelle année ?

Hassan - J'ai pu soutenir cela, je pense en 1982, et après j'ai continué, j'étais en même temps enseignant ici, puisque j'ai pu aller passer ma thèse, j'ai eu une sorte de détachement, avec bourse, ce qui m'a permis de la faire. Après cela, donc quelques années après, j'ai passé une habilitation universitaire sur travaux.

Habib - Pour les thèses. C'était juste le troisième le troisième cycle, pas une thèse d'Etat ?

Hassan - Ce n'était pas possible, car à l'époque il y avait extinction, et on passait des thèses d'Etat à ce qu'on appelait la nouvelle thèse, une synthèse entre thèse de 3^{ème} cycle et thèse d'Etat, c'est à l'époque aussi où on introduisait l'habilitation universitaire.

C'était difficile de s'inscrire à la thèse d'Etat. Ils avaient mis en place les nouvelles thèses. Notre génération a été celle des périodes de transition, donc on est arrivés dans des périodes de transition. On est scolarisés. 62, de nouveau le système d'enseignement qui change puisqu'on est indépendants, et ensuite l'arabisation. Alors qu'on avait suivi des études en langue française et ensuite le changement de nomenclature dans les diplômes. Donc on traverse une série de ruptures, ce qui fait que ça perturbe. Par exemple, une fois j'ai voulu m'inscrire à une thèse d'Etat, et à l'époque c'était difficile de sortir des devises d'Algérie. Or déjà le dossier d'inscription, il fallait des coupons réponses internationaux. Quand vous vous rendez à La Poste, non, vous ne pouvez pas envoyer plus de deux ou trois coupons à l'étranger parce que c'était considéré comme un transfert de devises. Mais à l'époque, on vous demandait douze ou quinze coupon-réponse internationaux, par exemple. C'était un problème ! Donc il fallait prendre contact avec des connaissances à l'étranger pour qu'ils puissent régler la question. Et en même temps, il y a eu des transformations.

Habib - Il faut aussi avoir l'argent !

Hassan - La transition. Il faut avoir l'argent et tout ça. Mais disons qu'on pouvait payer en dinars, ce n'est pas ça le problème, des coupons internationaux ici, il y avait, on pouvait payer cela en dinars. C'était possible. Et c'étaient des petites tracasseries en fait, qui se règlent, qui devraient se régler, mais qui ne devraient même pas se poser. C'est ce type de problèmes.

Bon pour sortir, revenir quand vous êtes allé en prison, chaque fois que vous demandez un passeport, c'est assez compliqué. Et quand vous avez le passeport, que vous passez la frontière il faut ensuite expliquer. Quand vous retournez on vous demande comment ça se fait que vous êtes sorti. Parce que l'information ne circulait pas beaucoup. Ce n'était pas informatisé, ils avaient des fiches qui dataient, quand une fiche était lancée, ça y est, vous étiez inscrit pour la vie.

Habib - Il fallait l'arrivée d'une autre fiche, pour supprimer la première.

Hassan - Supprimer des fiches, les autres n'arrivaient pas ! Ou alors elles étaient classées dans un autre carton ! C'était assez compliqué. Alors quand en plus de ça, il vous arrivait de perdre un passeport comme ça été mon cas. C'était compliqué aussi pour le refaire. C'étaient des démarches longues. C'est dans ce contexte global pour situer. Mais il n'y a pas que ces petits accroc. Il y a quand même beaucoup de choses intéressantes, enrichissantes. Ce sont des périodes qui donnaient aussi des moments de joie. Il faut dire que ce n'est pas aussi facile. Ce n'est pas aussi noir que cela. C'est complexe.

Habib - Vous avez eu un poste à l'université. C'était votre premier poste ?

Hassan - Oui, oui, oui.

Habib - C'était en quelle année ça ?

Hassan - C'était en 1973,1974, c'était à l'époque en tant qu'assistant contractuel. Ensuite, on est passé maîtres assistants, puis après maîtres de conférences, puis après profs.

Habib - C'était en histoire ?

Hassan - Non. J'étais en sociologie. Alors c'est une autre histoire.

Habib - En sociologie ! J'aimerais bien savoir comment vous êtes tombé ...

Hassan - C'est une autre histoire. Parce que vous savez qu'à l'indépendance, les premières années d'indépendance, il était question d'arabiser l'enseignement primaire et secondaire. Or l'histoire, la philosophie, etc., était enseignées dans les lycées. La sociologie n'était pas enseignée dans les lycées. Donc tout de suite, très rapidement, l'histoire, la philosophie ont été arabisées.

Moi, l'essentiel de mes études avait été faites en Français. Donc je me suis retrouvé plus à l'aise en sociologie, parce qu'en sociologie, pendant plusieurs années, il y a eu une double filière en français et en arabe, ça a été maintenu. Donc on a eu une sorte de coexistence. Après, ça a été complètement arabisé, mais bien après l'histoire et la philosophie. C'est pour cela que le statut de la philosophie et le statut de l'histoire posent de gros problèmes par rapport à d'autres disciplines qui n'ont pas été tout à fait arabisées. Pourquoi ? Parce qu'il faut resituer dans le contexte de l'époque. Le contexte de l'époque, après 1962, une différence avec ce qui a pu se passer en Tunisie ou au Maroc. En Tunisie et au Maroc, les élites arabisées avaient été relativement maintenues. Il y a une tradition d'enseignement qui continuait à se faire sous l'égide

du bey ou sous l'égide du sultan. Nous, tout a été francisé. L'Arabe a été déclaré comme langue étrangère. Il a fallu attendre, je crois, le statut de l'Algérie, je pense que c'est 1947.

On a vu que, avec les protestations, ils voyaient venir le vent qui commençait à souffler en profondeur. Ils ont admis que l'arabe pouvait être une langue de la communauté. Admis donc l'arabe en 1947. Mais l'application n'a commencé qu'en 1956, il a fallu la guerre où ils ont introduit quelques heures d'enseignement d'arabe dans le primaire. Sinon, vous alliez au lycée, là où vous aviez un prof d'arabe, vous l'appreniez comme langue étrangère.

Vous avez un congrès d'inspecteurs de l'enseignement en Algérie qui s'est tenu en 1957 ou 1958. Ils ont rejeté, y compris cette petite mesure, en disant, nous, on ne peut pas. C'était le système éducatif français en Algérie. Ils ont dit On ne peut pas accepter l'enseignement de l'arabe pour trois bonnes raisons. D'abord l'arabe est une langue morte comme le latin, et la République n'enseigne pas systématiquement les langues mortes. Deuxièmement, l'arabe est une langue étrangère. La République française ne peut pas donner un statut privilégié à des langues étrangères. Troisièmement, l'arabe n'étant qu'un dialecte, la République jacobine n'enseigne pas les dialectes.

Voilà un peu, en pleine guerre de libération vous aviez encore un congrès d'inspecteurs de l'éducation qui sortait ces âneries. Ils vivaient dans quelle planète ces gens-là ?

Alors on comprend un peu la pression qui a été exercée sur les Algériens. Donc l'enseignement se faisait soit dans les mosquées, les écoles coraniques, kuttab, et cetera, soit des associations comme les Oulémas les Badissis qui avaient ouvert des écoles. Mais ils n'avaient pas les moyens de scolariser tout le monde. Il y avait quand même quelques dizaines de milliers.

Les nationalistes du PPA/MTLD avaient ouvert aussi des cours en langue arabe, avaient aussi des enseignants. Donc ça permettait de maintenir quelques lettrés arabisés.

Sinon, les Algériens qui étaient arabisés, au bout d'un moment dans les zaouïas, etc. ils étaient obligés de passer en Tunisie, d'aller à la Zitouna. Vous allez à Al-Azhar, vous alliez aussi en Syrie et ailleurs, ici c'était fermé.

Donc ça a laissé un impact, jusqu'à maintenant, vous avez un peu deux types d'intelligentsia séparés sur le plan linguistique, vous avez en gros le profil arabisant et le profil francisant. Avec des accrochages, souvent, des anicroches. C'est un phénomène qui a moins existé en Tunisie et au Maroc, mais qui a fini par gagner ces deux pays, plus tardivement.

Habib - Beaucoup plus tardivement.

Hassan - Plus tardivement, jusqu'à ces dernières années, comme j'ai voyagé souvent, j'ai vu un peu comment ça fonctionnait.

Le problème en Algérie c'est que quand on s'est mis à arabiser à partir des années 60, on n'avait pas le potentiel. Les élites nationales étaient minoritaires dans le domaine de l'arabisation, donc on a laissé l'enseignement aux mains des Oulémas. L'Association des Oulémas, parce qu'ils étaient arabisés, ont hérité de la sphère culturelle, il y avait eu une sorte de partage du pouvoir. Vous, vous connaissez le français, vous allez vous occuper d'économie, la technophilie, etc. Et vous qui, vous avez l'éducation et la culture. C'est un phénomène qu'on retrouve un peu partout dans le monde arabe.

Abdallah Laroui dans un de ses ouvrages, c'était je crois « Idéologie arabe contemporaine », dit Il y a trois types d'intellectuels dans le monde arabe. Il y a le technophile, formation d'ingénieur qui considère que ça passe par l'économie, il y a le libéral qui croit au discours des droits de l'homme, tous ces juristes de droit qui croient à la libération par le droit, et le clerc. Le clerc enfin qui lui considère que ce sont les valeurs, l'identité.

Et en fait le système éducatif depuis ce temps-là était remis aux Oulémas, et les Oulémas n'étaient pas seuls, parce qu'ils ne pouvaient pas encadrer tout le système éducatif. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils se sont alliés avec des courants importants du Moyen Orient, qui ont envoyé leurs coopérants massivement et ça a marqué le système d'enseignement ici.

Bon, il y a un quatrième profil que Laroui n'a pas signalé parce qu'il ne pouvait pas savoir, avec une aristocratie bien en place, la monarchie, il n'a pas vu qu'il y avait un quatrième profil qui jouait dans le monde arabe, c'est le populisme. Le populiste dans des sociétés agraires récemment urbanisées, avec le « oui au modernisme » mais à condition de garder des valeurs, c'est-à-dire un pied dans l'un, un pied dans l'autre, et le populiste a été dominant dans un certain nombre de pays, en s'imaginant qu'il allait pouvoir contrôler, lui qui a pratiquement dirigé le mouvement de libération nationalisme etc., qu'il va pouvoir dominer et le technophile et le clerc et le libéral.

Habib - Il revient en force.

Hassan - Ah oui, oui. C'est clair, et le problème c'est que ce partage du pouvoir entre le populiste et les autres, en disant toi, tu t'occupes de ça, toi, tu t'occupes de ça, c'est qu'à la longue, la reproduction de la société, elle se fait par quoi ? par l'école. Donc les nouvelles générations ont été formées, dans une optique, par des élites « traditionnelles » souvent importées du Machrek ! et les élites qui étaient formées en français ont été relativement marginalisées. C'est la trajectoire de l'école algérienne.

Et on revient à l'histoire ou à la philosophie, comme ces deux disciplines ont été prématurément arabisées, en lien avec l'arabisation du système d'enseignement. Donc elles ont pris finalement une tournure qui est différente de celle que l'on prend dans d'autres sciences sociales L'économie ou la sociologie, voire la psychologie jusqu'à un certain point. Parce même la psychologie, vous avez la psychologie clinique, la psychologie industrielle, de travail, et cetera. Vous avez des études cliniques, mais vous avez aussi l'idée qui s'est installée, instaurée aussi, que la psychologie, c'est l'art de retrouver son identité et donc de marquer le système éducatif. Donc vous avez un courant plus ou moins arabo islamiste et vous avez un courant plus ou moins moderniste.

Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de modernisme de l'autre côté, mais schématiquement, ça donne les problèmes que nous avons, auxquels nous sommes confrontés actuellement, en gros. C'est le résultat d'une histoire. Donc une sorte d'acculturation par l'école. Après l'acculturation française, élimination des élites nationales, vous avez la deuxième acculturation qui est venue, ce sont des courants qui étaient dominants au Moyen-Orient qui pénètrent massivement, qui concurrencent les courants qui avaient émergé dans le cru, qui sont apparus ici.

Et ça en fait, ça finira par d'une manière ou d'une autre, par gagner tout le Maghreb, mais plus tardivement ailleurs et peut être avec moins de force qu'en Algérie. La particularité de l'Algérie, elle est là, aussi.

Habib - Cette situation, elle est là, elle est encore là ? Il y a une porte de sortie, il y a des solutions ?

Hassan - Ah si, si. Ça c'est un schéma, c'est une typologie. Mais les typologies ne sont pas statiques. Il y a une dynamique sociale.

Bon, il y a des choses qui vont avoir une très longue durée. Il y a des choses qui sont passagères parce que quand même, le contexte mondial, il y a quand même un tas de choses, on est obligés de s'ouvrir à plein de choses dans le monde, d'une manière ou d'une autre. Maintenant, vous avez depuis les télévisions satellitaires, les réseaux sociaux, et cetera. Et puis de plus en plus aussi la langue arabe, elle peut s'adapter quand la société s'adapte. La langue ce n'est pas quelque chose de figé, c'est quelque chose qui a des capacités, quelque chose de vivant aussi. Donc il y a des choses qui peuvent évoluer.

Et des choses qui évoluent, puisque la génération qui a été formée en français elle tend à s'éteindre. L'autre tend à se déployer. L'acculturation, elle se reproduit mais avec la mondialisation. Il faut quelques décennies pour cela, souvent plus de temps. Les choses peuvent changer. Il y a des choses qui dureront. Il n'y a qu'à voir par exemple, l'ancrage du Wahabisme !

L'ancrage du Wahabisme, combien de temps ça va poser problème ? Les problèmes de la réforme du système éducatif. Vous avez toute cette animosité et toutes les forces qui s'opposent avec force en disant attention, on va toucher à l'identitaire. Comme si le système éducatif, ça n'était que l'identité, l'identité au sens statique. L'identité elle est évolutive. C'est une richesse, ce n'est pas une fermeture sur soi-même.

Voilà, c'est au carrefour de tous ces problèmes, que l'on se retrouve actuellement.

Habib - Et c'est vivant, c'est actif, on est en plein conflit, non ?

Hassan - On y est toujours. Le conflit est toujours là.

Habib - Je veux dire dans le sens où aucun des, pardon, je vais utiliser le mot « camp » juste pour dire, aucun camp n'a cédé, il n'y a pas de gagnant encore.

Hassan - Il y a quand même eu des contacts et quand même des échanges, mais il y a des relents de batailles anciennes, avec quand même quelques progrès.

Et dans les camps, les camps ils se fissurent. Ils se fissurent parce que vous avez des camps disons plus radicaux, plus conservateurs, plus ceci. Vous avez des clans qui évoluent parce que toutes les sociétés évoluent, quelle que soit leur langue, leur langue évolue avec.

Donc en 60 ans ou 70 ans depuis les indépendances du Maghreb, des choses se sont passées quand même, et le schéma se doit d'être enrichi. Il faut chaque fois chercher à dépasser le schéma. Mais la typologie peut avoir une vertu pédagogique à condition de ne pas en abuser.

Habib - Les années 90 font partie de cette évolution conflictuelle ?

Hassan - Absolument. Oui, bien sûr, mais ce n'est pas seulement ce point idéologique parce qu'il y a le problème de l'économie. Quand on voit en Algérie, la richesse principale ce sont les hydrocarbures. Bon, on a dit qu'elles étaient utilisées comme une sorte de rente, et cetera, qui peut tuer l'industrie, qui peut tuer l'économie productive. En partie c'est juste. Mais enfin quand même, il a fallu des batailles politiques, sociales pour récupérer ces ressources nationales parce qu'elles étaient entre les mains des sociétés multinationales. Et donc à l'époque, c'étaient des expériences pionnières.

Ceci dit, quand on voit ce qui s'est passé dans les années 90. Quand on voit ce qui s'est passé, la période qui a précédé le hirak, c'est devenu avec une exactitude presque de métronome. Chute du cours des hydrocarbures, la redistribution sur la société diminue, elle recule et vous avez des réactions sociales. Les années 1990, si on ne peut plus répondre à la demande sociale, ce qui a été interprété par la société comme dû à la corruption, il y avait certes de la corruption mais aussi beaucoup de la redistribution et comme la redistribution s'amointrissait, le soutien de la part de la société diminuait, c'était plus difficile d'arroser la société.

Quand il y a peu de redistribution dans la société, on ne cherche pas les causes. On dit ceci, c'est la corruption, et vous avez les autres qui arrivent en disant voyez-vous, c'est parce qu'ils n'obéissent pas aux lois de Dieu, avec un répondant au sein d'une société formatée par le religieux. Donc c'est pour ça que nous sommes dans cette situation-là. Nous, nous vous garantissons la justice, etc. Et puis c'est sacralisé par Dieu, tandis que les autres ont quitté la voie de Dieu. Alors évidemment, ça, en période de crise sociale !

C'est des processus similaires qui ont poussé dans les années 30 à la montée du fascisme, sous d'autres formes.

Et vous avez la même chose à partir de 2014, vous avez un effondrement du cours des hydrocarbures. Maintenant ça commence à augmenter. Donc on fonctionne aussi avec ces cycles. Alors ça ne veut pas dire qu'il n'y ait que ça, il y a certainement d'autres facteurs qui fonctionnent, mais ces indications et tendances sont importantes.

Habib - Evidemment. Mais vous pensez qu'il y a une relation solide, pour ne pas dire directe, solide, entre la chute ou la crise des hydrocarbures, la chute des revenus des hydrocarbures et le hirak ?

Hassan - Oui. Parce que depuis 2014, ce fût l'effondrement. Sur le plan économique, les investissements se sont arrêtés. C'est clair, il y a forcément un impact. Et vous avez un autre facteur aussi, qui est lié, c'est le mouvement démographique. Vous avez à l'époque un grand travail qui a été fait en Algérie pour le contrôle des naissances. Ça valait ce que ça valait, mais l'effort a été fait. Puis après, il y a eu, au fur et à mesure que le wahabisme avançait, un recul. Donc vous vous retrouvez avec pratiquement 45 millions d'habitants. Nous étions 9 millions d'algériens en 1962, donc en 60 ans ça fait une multiplication par quatre, et même une multiplication par cinq.

On a une amie étrangère qui a vécu en Algérie, qui a des enfants algériens, elle me dit : quand je suis venue en Algérie dans les années 1960, (elle était venue en 1968), vous étiez 12 millions d'habitants nous en Hollande on était aussi 12 millions d'habitants. Elle dit Maintenant nous sommes 17 millions, vous êtes 45 millions !

La poussée démographique, ça peut être aussi une richesse. Si vous avez la démographie comme ça, ça veut dire qu'il y a des facilités dans les conditions de vie, et ça peut, si on maîtrise le processus, être une richesse pour le futur. Mais ce n'est pas automatique. Alors si vous n'êtes pas capable de contrôler le mouvement, si vous n'êtes pas capable de produire ...

Parce que pour tous ces enfants, il faut des écoles et ensuite des postes de travail. Il faut des logements. Vous avez un processus de harraga. Vous avez l'attirance vers le Nord. C'est lié.

Habib - C'est lié ? Ça, c'est un phénomène démographique ? Vous considérez que c'est un phénomène démographique ?

Hassan - Ah bien sûr, un mouvement démographique. Le facteur démographique joue, parce qu'il y a plein d'investissements, plein de conditions qui ont été contrariées. Il y a le côté moral, l'islamisme, les jeunes se sentent plutôt frustrés, c'est clair qu'il y a ça.

Il y a le mouvement démographique. Il y a l'incapacité de ressources économiques. Tout ça combiné, ça donne des effets, mais c'est tout à fait normal donc ils cherchent à aller vers le nord et ce n'est pas seulement nous, c'est toute l'Afrique, c'est tout le sud de la planète, tout le monde qui va vers le nord. Une tendance qui existe depuis l'apparition de l'homme il y a quelques millions d'années.

Le nord avait connu ce processus, ils allaient vers le sud. C'était l'ère coloniale, c'étaient les croisades. Le surplus de population, ils les évacuaient ainsi. Maintenant qu'ils se sont stabilisés, cela va en sens inverse avec un sud de la planète déstabilisé. Les mouvements démographiques jouent un rôle sur la longue durée forcément. Chaque fois qu'il y a des changements, des processus sociaux en profondeur il faut chercher aussi de ce côté, sans que ce soit toujours décisif.

Et donc nous avons ces mouvements du sud vers le nord, du nord vers le sud. Et quand on voit finalement l'origine de l'humanité en Afrique, c'est une forte émigration qui est partie pour s'étaler sur toute la planète pour l'occuper ; qui a colonisé en quelque sorte toute la planète. Donc le mouvement social, la migration, voilà un autre facteur aussi, c'est un phénomène naturel ! Aussi bien pour les plantes, que pour les

animaux etc. C'est pour ça que des plantes qui étaient localisées dans telle région, on va les trouver, par le vent, par les animaux qui les ingurgitent, plus loin. Les bateaux, maintenant on trouve des espèces qui étaient dans l'océan, tel type de mers et qu'on retrouve en Méditerranée.

Habib - Il y a le crabe bleu qui est entré en Méditerranée, qui n'existait pas avant.

Hassan - Qui n'existait pas, bien sûr, absolument

Habib - Pas seulement les bateaux.

Hassan - Absolument oui. Les bateaux notamment, puis les courants et les changements climatiques. Les changements climatiques. Les périodes glaciaires avec les effets sur les mouvements de population. Et maintenant les changements climatiques, qu'est-ce que ça va avoir comme impact encore ? Le tout combiné aux conséquences du système de domination Nord-Sud !

Habib - C'est assez important ! En termes de recherche, est ce que, vraiment d'implication dans la recherche, est-ce que vous étiez plus sociologue ou plus historien ? Est-ce que vous avez réussi à mixer ?

Hassan - J'ai essayé. Je ne sais pas si j'ai réussi, j'ai essayé de tout le temps de mixer les deux. Parce que même en sociologie donc, j'étais un peu intéressé à la sociologie politique. Et la sociologie politique et l'histoire contemporaine vous avez un impact. Et puis, en même temps en réfléchissant sur les mémoires, je me suis retrouvé à travailler sur l'histoire. Les pratiques historiographiques, les pratiques de mémoire.

Et ma réflexion a porté sur ça. J'ai réussi à faire, à trouver le lien. C'est pour ça que je parlais de socio-anthropologie, d'histoire et de la mémoire. Des pratiques historiographiques, et je me suis intéressé aux conditions de la production de l'histoire en Algérie. Je me suis intéressé à l'enseignement de l'histoire. J'ai beaucoup travaillé sur les manuels d'histoire, un peu d'éducation civique, les manuels d'histoire, et je me suis toujours préoccupé de faire des comparaisons entre les manuels d'histoire du Maghreb.

J'ai fait des études comparées avec les manuels marocains, les manuels tunisiens, avec des manuels français et j'ai essayé de voir un peu comment le passé était perçu, et ce qu'on voulait inculquer aux enfants. Ensuite, il y a eu des débats, des polémiques autour de ces questions-là. Par exemple, j'avais trouvé qu'à un moment donné dans les manuels d'histoire, je pense qu'on était quelques-uns à être les précurseurs de ce type de débat, montrer que la part de l'Algérie dans certaines années était absolument réduite, on voulait défendre l'Etat national, mais en fait quand on donnait le cours, on manipulait le manuel, c'était l'histoire du Moyen-Orient.

C'est clair, ce doit être un projet de l'ALESCO. Donc on a essayé de faire une unité, d'unifier l'histoire du monde arabe. Mais on a pris essentiellement le Moyen-Orient où c'était extrêmement détaillé, et dès que ça touchait le Maghreb, c'était absolument marginalisé. C'est comme si on faisait l'histoire d'une région du monde, puis après à la fin, on dit Tiens on a oublié, on va ajouter un chapitre un peu marginal, marginalisé.

Et à l'époque, surtout à partir d'articles, ce sont des articles que je n'ai jamais regroupés dans des ouvrages. Je travaille beaucoup sur les articles, plus d'articles que d'ouvrages. Ça fait des années que je me dis je vais regrouper un certain nombre de mes articles en un certain nombre d'ouvrages parce qu'il y a des unités thématiques sur ça. Et sur l'enseignement de l'histoire, sur la transmission de mémoire, et cetera, on a beaucoup travaillé sur ça.

On a même eu des projets que j'ai dirigés au CRASC, où j'ai eu l'occasion de piloter pendant longtemps ce qu'on appelait la division de recherche en socio anthropologie l'histoire et la mémoire. Donc, j'y suis pour quelque chose dans l'appellation ! On a fait des travaux, des rencontres autour de ça. Tout en étant donc à l'université, j'ai continué à mener des recherches au CRASC, comme associé puisque c'est l'université qui me payait, je vivais de mon salaire d'enseignant.

Habib - Avec un détachement ?

Hassan - Ah non, non, non ! Pas de détachement du tout. J'enseignais normalement à l'université, je faisais le travail et je continue jusqu'à maintenant, ce qui fait que j'ai fait autant de travail au CRASC qu'à l'université. Au CRASC nous avons lancé la revue *Insanyat*, nous avons beaucoup contribué, jusqu'à maintenant j'ai des lectures d'expertise des articles, les rewritings, parce que souvent quand c'est en français, les nouvelles générations ne maîtrisent pas toujours très bien la langue, donc c'est très embêtant. Il faut relire les projets de recherche. Même en quittant la division de recherche, parce qu'après ils ont mis des permanents, le CRASC a eu ses propres permanents. Donc il y a une expertise de projets, il y a des projets qui sont déposés. On vous demande des avis, il faut des expertises de thèses, et cetera. Donc vous travaillez beaucoup sur ça, et entre le rewriting et le reste ça prend plus de temps encore, c'est un travail qui n'apparaît nulle part. Les gens ne se rendent pas compte. Et c'est un travail qui prend beaucoup de temps et plus de temps parfois que l'écriture. Vous réservez plus de temps à ces choses-là parce qu'il y a une pression, une demande. Puis vous dites notre génération doit, de ce point de vue-là, aider les nouvelles générations à émerger. Et c'est compliqué. Bon, on a parfois des satisfactions, mais ce n'est pas toujours le cas. Parfois, on trouve que c'est trop long, que l'apprentissage est trop long, que ça ne mène pas à grand-chose, que vous avez une nouvelle génération qui a d'autres préoccupations. Parfois, vous avez quelques satisfactions. Voilà.

Habib - Vous avez publié beaucoup ?

Hassan - Surtout des articles, qui portent un peu sur l'histoire contemporaine, sur les pratiques de l'historiographie, les pratiques de la mémoire, sur l'enseignement de l'histoire, sur les enjeux sociopolitiques. Je dois avoir des dizaines, peut-être plus de papiers comme ça. Mais il faut les relire, il faut les mettre à jour. Et chaque fois que je me dis je vais le faire, je vais republier, il se trouve qu'on est pris par autre chose, par d'autres préoccupations. Alors là, par exemple, on a beaucoup travaillé ces dix dernières années sur deux dictionnaires, que j'ai coordonnés. Le premier portait sur le passé de l'Algérie, et le deuxième que j'ai dirigé avec Ahmed Khouaja, traitant de l'espace public au Maghreb. C'est le résultat d'une collaboration entre le CRASC et le laboratoire Dirassat de l'université de Tunis, avec lequel nous avons souvent travaillé.

Habib - Les mots du Maghreb, Dictionnaire de l'espace public.

Hassan - Ce sont des dictionnaires école en fin de compte, on s'appuie beaucoup sur les jeunes chercheurs, ce qui fait que parfois, ça semble hétéroclite, mais c'est l'apprentissage de l'écriture. Et ça prend du temps. Ça prend des années parce qu'il faut rewritten, il faut relire, il faut revoir, il faut tenir des séminaires, ça prend du temps pour vérifier les sources.

Habib - Et le premier ?

Hassan - Le premier c'est le dictionnaire du passé de l'Algérie, de la préhistoire à 1962. Nous sommes en train de travailler sur une deuxième édition un peu enrichie. A l'époque, nous avons un projet de faire un dictionnaire du passé du Maghreb. On n'a pas pu parce que les moyens et les institutions relais posaient quelques problèmes. En Tunisie, on était bien ancrés, avec Dirassat, mais Dirassat était préoccupée par d'autres aspects à ce moment-là. Et au Maroc, on n'arrivait pas encore à avoir d'ancrage. C'était difficile avec le Maroc. C'était difficile, on a fait beaucoup de déplacements, on a des collègues, mais il y a quand même eu une réticence.

Habib - En relation avec le conflit j'imagine.

Hassan - Avec ça. Et puis en même temps, le fait c'est que ce sont des générations formatées par la fermeture des frontières. D'ailleurs, un collègue marocain que je connais bien m'a dit honnêtement, on a été formatés pour aller vers le nord.

Habib - C'est un peu un sentiment partagé.

Hassan - Ah oui, on a été formatés pour aller vers le nord. Nous sommes certainement quelques-uns à espérer qu'une autre voie est possible. Donc on a fait ce dictionnaire du passé d'Algérie, on va l'enrichir. On est en train de le mettre sur pied, d'élaborer de nouvelles notices pour sortir une nouvelle édition.

Et puis des écrits, des ouvrages. Quelques ouvrages écrits en commun. J'avais fait un ouvrage qui est sorti en 1992, 1993. C'était « La guerre d'Algérie, de la mémoire à l'histoire ». Je l'avais fait avec l'historien Gilles Manceron, qui est quelqu'un de très actif dans les mouvements de mémoire, le mouvement des droits de l'homme, etc., et donc nous avons fait un ouvrage qui a été publié à Syros à l'époque, en 92-93. La même année où paraissaient les actes de notre colloque sur « comment on enseigne l'histoire en Algérie ». Je me suis centré sur ces préoccupations. Et c'est un ouvrage qui a été largement diffusé à l'époque. Maintenant il est un peu oublié parce que ça date de 30 ans.

Habib - C'est le début des années 90 !

Hassan - Oui c'est 92, 93.

On a vu tous ces problèmes de mémoire. Ce qu'il y a de bien, c'est que Gilles Manceron, il a abordé cet ouvrage du côté français, et puis moi du côté algérien, et puis des choses qu'on faisait ensemble, et le fait c'est que chacun balayait devant sa porte. C'est important. C'est bien, parce que ça permet de contourner le reproche qu'on

fait souvent aux autres, il faut qu'on se relise nous-mêmes, donc critique, et auto-critique.

Habib - Est-ce que vous avez réussi à ne pas repousser la poussière que vous enlevez devant votre porte, la repousser vers la porte de l'autre ?

Hassan - Ah c'est ça le problème ! Bien sûr, on a essayé quand même de ne pas trop gêner le travail de l'autre. On a essayé chacun de voir comment, sur le plan institutionnel, ce rapport à l'histoire à cette période s'est passé en Algérie et comment ça s'est passé en France. Et à la limite, on n'avait pas besoin parce qu'elle était tellement critique qu'on se rejoignait en fait.

Habib - Bien sûr, il y avait aussi l'intelligence !

Hassan - Voilà, un certain professionnalisme, qu'on a essayé de respecter.

Habib - Bien sûr, c'est ce que j'appelle l'intelligence, l'intelligence professionnelle. Absolument. Absolument d'accord. Mais ça me fait penser à une question un peu pour continuer cette discussion passionnante. Est-ce que l'histoire d'un pays, l'histoire avec un grand H, est-ce que c'est une affaire interne ou est-ce que n'importe qui peut l'écrire ?

Hassan - N'importe qui peut l'écrire. Enfin n'importe qui non

Habib - N'importe qui de compétent, je veux dire.

Hassan - Compétent, voilà. Vous ne pouvez pas dire c'est mon domaine, personne n'a le droit, non ! Et en histoire si quelqu'un peut amener des choses, c'est exactement comme la biologie, comme la physique, comme le reste avec quelques nuances. Vous allez empêcher quelqu'un de travailler sur les changements climatiques à partir du Maghreb ou du Sahara et tout ça n'a pas de sens. Sous prétexte que sa carte d'identité nationale n'est pas conforme, bon même s'il y a une sorte de méfiance souvent chez nous, on a tendance à dire celui-là il a une carte d'identité nationale d'un autre pays, donc c'est peut-être un espion, bon mais ça c'est dans tous les Etats. Et d'ailleurs, rien ne peut vous empêcher d'écrire autre chose, d'argumenter, si vous n'êtes pas d'accord. Tous les états opèrent un contrôle du territoire. Cependant du point de vue épistémologique, il n'y a aucune raison. Sauf que je suis de plus en plus persuadé que les histoires nationales maintenant priment partout. Et elles impactent le gros des chercheurs, Seule une société donnée peut mettre les moyens nécessaires, si elle veut s'auto-connaître réellement. Si elle ne veut pas avoir des illusions de connaissance, si elle veut avoir des objectifs précis de connaissance. Mais rien n'empêche l'ouverture et de juger sur pièce le travail des autres, ce qui peut constituer un enrichissement pour contrer le parti pris et le chauvinisme.

Vous avez des historiens et des sociologues fabuleux qui ont travaillé sur des régions différentes du monde et qui ont été très productifs, très professionnels, très critiques, avec une grande intelligence.

Et c'est un plus ! On ne peut pas faire son histoire tout seul, enfermé sur soi-même, pour les raisons que j'ai exposées tout à l'heure, ce n'est pas possible. On est en train

de penser à deux nouvelles notices, on ne peut pas parler de l'Algérie sans parler de ce qui s'est passé au Maroc à certains moments, ce qui s'est passé en Tunisie et c'est pour ça que le mieux, ça aurait été une histoire du passé du Maghreb. Peut-être, si ça marche plus tard, qu'on va faire trois volumes différents. On va pousser des collègues, mais même trois volumes, ça retournera aux histoires nationales, or ce n'est pas une sorte d'histoire nationale qu'il faut. L'histoire nationale c'est de la mémoire. C'est toujours idéologisé, on ne peut pas s'arrêter aux frontières. Vous allez voir des deux côtés de la frontière entre la Tunisie et l'Algérie, il y a souvent plus de proximité qu'avec l'intérieur de la Tunisie ou qu'avec l'intérieur de l'Algérie. Et c'est la même chose du côté du Maroc.

C'est pour ça que c'est une aberration si on n'appréhende pas le Maghreb dans son ensemble, et ensuite l'ensemble méditerranéen, l'ensemble africain, l'ensemble afro-asiatique, et l'ensemble mondial, sinon on ne comprend pas, on s'enferme dans le terroir. Il faut des approches précises de l'histoire, des archives et d'autres sources, sur un événement qui s'est passé dans telle ou telle région. Certes, il faut des approches précises historiographiques assez pointues sur ce plan-là. Mais les grandes synthèses sont essentielles et l'interaction entre les événements et entre les processus sociaux, sinon on retombe dans l'idéologie, c'est la tectonique des plaques qui a rompu avec la géologie classique.

Habib - Monsieur Remaoun, est-ce que vous êtes marxiste ?

Hassan - J'essaye de l'être, depuis la jeunesse. Sauf que mon marxisme a évolué évidemment, il y a celui de la jeunesse, celui de la maturité. C'est un peu normal.

Habib - Vous étiez peut-être plus militant à l'époque ?

Hassan - Oui, plus activiste, je milite toujours, je milite, mais surtout par l'écriture disons ; avec le temps mes formes de militantisme ont changé. Avant, c'était, organiser des réunions, aller dans les AG, les manifs, les ceci et cela. Maintenant on a reconverti ce militantisme, quand on passe notre temps à expertiser et réécrire les articles, des thèses, c'est du militantisme aussi. Quand on essaie un petit peu d'élucider un certain nombre de phénomènes historiques ou sociaux, d'analyser, et d'expliquer les processus vivants.

Habib - Oui. Est-ce que, quand vous êtes en train d'écrire ou de réfléchir sur une question, est-ce que Ibn Khaldoun est assis quelque part à côté ?

Hassan - Ibn Khaldoun est toujours là à nous éclairer.

J'ai quelques projets en ce moment, bien sûr. D'abord ces articles épars que je veux regrouper parce que, des contributions à des colloques, des articles, et cetera, je ne sais pas combien il doit y en avoir, je dis que c'est des dizaines, mais ça peut être des centaines, à tel point que je ne les retrouve plus, moi-même je m'en souviens plus. Il faut que je fasse un travail et je veux les regrouper parce que je me suis rendu compte qu'écrire un livre, les livres au bout de quelques années, on les oublie ; il n'y a que quelques spécialistes qui s'y intéressent, et les spécialistes vont dans les revues ; mais je me rends compte que les revues non plus, les gens ne les lisent pas, ils ne font que les parcourir lorsqu'ils cherchent quelque chose de précis !

Je me rends compte que tout ce qu'on publie ici, quand je vois des travaux de l'autre côté, même des gens, des maghrébins, ils ne savent pas qu'il y a des choses publiées ici, de ce côté-ci du Maghreb, ils ne savent pas du tout, et ça ne les intéresse pas. Toutes les citations, c'est moi Maghrébin, et le reste du monde. Voilà moi Maghrébin et le reste du monde, et ils te citent des gens qui sont venus ici et qu'on a mis au parfum. Ils te les citent, mais ils ne citent pas les sources !

Habib - C'est l'origine de ce projet que je suis en train de réaliser.

Hassan - Voilà ! Ils ne citent pas ça, on se rend compte, ce n'est pas toujours le cas, mais ...

Habib - C'est souvent le cas.

Hassan - C'est souvent le cas ; ça montre que nous avons un problème de visibilité à l'échelle internationale.

Habib - À l'échelle maghrébine !

Hassan - À l'échelle maghrébine d'abord. Et c'est pour ça que nous avons beaucoup travaillé avec Dirassat c'était la belle aubaine, on a travaillé avec des collègues tunisiens. Avec Dirassat, il y avait la même volonté. On était des frères jumeaux en quelque sorte, nous avions les mêmes centres d'intérêt ! Nous n'avons pas réussi à trouver des institutions partenaires similaires ailleurs au Maghreb. Mais avec Dirassat ça a été très bien, ce qui fait qu'on a je ne sais pas combien d'ouvrages en commun, au moins quatre coédités dans les deux pays à la fois, ce qui pourrait constituer un exploit.

On a fait plein de choses, mais ça parce qu'il y avait des éléments fédérateurs, des collègues fédérateurs. Il y avait Abdelhamih Henia avec Abdelkader Zghel qui étaient des fédérateurs maghrébins motivés, avec Ahmed Khouaja. Il y avait quelques autres avec qui on a eu des contacts, avec d'autres collègues tunisiens, et parfois des Marocains et aussi ailleurs en Afrique en Europe, et parfois même en Amérique (par l'intermédiaire du CEMA). Nous pouvons citer notamment les relations que nous avons et parfois que nous continuons d'avoir avec le CODESRIA (Dakkar) partenariat Africa Review Books (ARB)/ Revus Africaine des Livres RAL, le Forum des Sciences Sociales (Addis-Abeba), l'ARCSAAD (Le Caire) avec Hilmi Charaoui, le laboratoire de connaissance du Tiers-Monde (Université de Paris 7), l'Institut Europe-Maghreb (Université de Paris 8), avec René Galissot et Aissa Kadri et l'IREMAM (Aix en Provence), avec Ahmed Mahiou et Jean Robert Henry, et quelques autres.

Mais on suit d'autres travaux, historiens, sociologues, anthropologues et politologues. Pour rester en Tunisie on ne citera que les noms de Habib Kazdaghli, Kmar Bendana, Laroussi Amri, Mohamed Kerrou, Hamadi Redissi etc. Cependant le problème est que face à la fragilité des institutions tout est lié à la présence de collègues fédérateurs, assez rares malheureusement et qui pour différentes raisons peuvent disparaître de l'horizon !

Habib - Il y a parfois des contraintes.

Hassan - Et parfois ça marche. Là, on est arrivé quand même à faire des ouvrages en coédition, édités à la fois à Tunis et à Oran. On est arrivé à faire plusieurs ouvrages, à faire plusieurs rencontres, plusieurs colloques et autres manifestations.

Habib - C'est le géographe qui pose l'avant dernière question, qu'est-ce que l'espace public pour le socio historien ou historien, c'est quoi l'espace public ? Du moins en Algérie, si ce n'est pas au Maghreb.

Hassan - L'espace public. En plus de ce dictionnaire sur « les mots de l'espace public au Maghreb », un autre ouvrage reprenant les travaux d'un colloque sur l'espace public au Maghreb qu'on avait fait avec un certain nombre de collègues tunisiens et Dirassat encore, avec Abdelhamid Henia, Mohamed Nachi et d'autres. L'espace public c'est d'abord un rapport social. C'est comment une société se conçoit. Quels sont ses rapports entre des partenaires au sein de cette société. Entre les individus, la société globale et l'État. C'est un processus dans lequel se constitue la citoyenneté. Et donc ça peut aller de la rue au rapport à des institutions officielles, le rapport à des associations, le rapport à ce qu'on peut appeler la société civile, si elle existe. Qu'est-ce que c'est que la société civile ? Existe-t-elle ? Et dans ce cas quelles sont ses rapports à la société politique, à la société militaire, à la société religieuse ?

C'est le rapport à ce qui est commun, à ce qui constitutif du lien social. Ça va depuis l'école, ça va jusqu'au marché, les mouvements associatifs, les lieux de culture, les lieux de travail, tout cela constitue en quelque sorte, l'espace public. Voilà. Donc c'est un espace, disons à l'origine matériel, mais qui dépasse le matériel, qui devient un espace avec une valeur conceptuelle. Et nous avons eu notamment à nous attarder particulièrement sur le rôle de plus en plus marquant des rapports virtuels et des réseaux sociaux.

Habib - C'est un produit social ?

Hassan - C'est un produit social qui constitue la résultante d'une collaboration entre la société et les États. Et maintenant, il n'y a pas seulement les États parce que, avec les réseaux sociaux, avec la mondialisation, même si la mondialisation ne remonte pas de maintenant, nous sommes des sociétés coloniales et on sait que c'est ancien. Nous n'avons jamais vécu au Maghreb isolés du reste du monde, contrairement à ce qu'on pense. Depuis l'Antiquité, Carthage, l'espace méditerranéen. Tout cela, effectivement, a contribué à nous façonner.

Le problème c'est qu'à un moment donné, est ce qu'on réagit de manière consciente avec des projets de société ? Ou alors on subit. On nous parle de mondialisation comme si c'était une fatalité, un type de mondialisation. Est-ce que nous avons notre marque dans cette mondialisation ? Et cette marque c'est d'abord en se déterminant. Donc il y a quelques problèmes à se constituer des identités. Même si les identités changent.

Mais en même temps, être en mesure d'offrir quelque chose et de prendre ce qu'on veut, de choisir. Et puis d'offrir, parce qu'il ne suffit pas de prendre, il y a une greffe qui peut prendre, qui peut ne pas prendre. Mais si on ne fait que prendre, évidemment, ça pose un problème, surtout si on prend n'importe quoi. On prend mal d'abord, et puis on va vers des problèmes. Et si on ne sait pas donner des choses aussi en échange.

Il y a un proverbe dans certaines régions d'Algérie, qui dit : Tu frappes à la porte avec tes pieds. Parce que tu as les bras chargés ! Tu viens avec des choses dans les bras, des présents, donc tu ne peux pas taper avec les bras. Donc tu tapes avec le pied ! ce qui signifie qu'il ne suffit pas d'emprunter, il faut savoir aussi donner, et tous nous avons la possibilité de donner.

Habib - C'est joli ça.

Hassan - Et je crois qu'on a besoin de ça, de taper avec les pieds et aussi d'avoir le regard perspicace, intelligent pour savoir comment acquérir ce qu'il y a d'essentiel et ce qu'il y a à prendre ailleurs. Voilà c'est ça l'échange équitable en quelque sorte.

Habib - Il y a un espace pour la mémoire dans l'espace public ?

Hassan - Il y a des espaces. Il y a d'abord ce qu'on enseigne à l'école. Il y a les musées. L'école on critique beaucoup parce qu'on considère que l'enseignement de l'histoire ne suffit pas, ce ne sont pas deux ou trois heures par semaine qui vont régler le problème. Il y a le musée. Le musée, combien de gens fréquentent les musées ? Il y a l'édition pour la mémoire. Il y a le cinéma et la télévision. Parfois il y a des chaînes qui tendent à se spécialiser sur la question ; aussi bien des chaînes nationales qu'internationales. Moi je me cultive beaucoup en suivant des chaînes de télé, où on parle des Egyptiens, où on parle des Mayas, où on parle d'autres peuples et civilisations.

Il y a des optiques nouvelles et souvent, ce sont des gens très informés. Ce sont des collègues pratiquement qui interviennent et qui commentent, de façon parfois très perspicace et pédagogique !

Donc il y a un accès au passé de plus en plus critique et de plus en plus on semble s'intéresser à la période coloniale. Je me souviens quand il y avait le lancement de la télévision, quand je voyais les bulletins d'information, j'étais gosse avec mon père, ou à la télé locale ou à la radio, ils passaient leur temps à chanter la colonisation française. Ça existe toujours aussi. Il n'y a qu'à voir les journaux télévisés, alors là, avec ce qui se passe en Europe de l'Est, ou en Moyen-Orient ou en Afrique on a de quoi se faire une idée !

Mais de plus en plus, il y a aussi indépendance et ouverture au sein de certaines chaînes qui ne sont pas toujours très suivies, donc on apprend toujours. Dans l'espace public, il y a des associations qui protègent telle ville, ou tel patrimoine, la mémoire de la guerre de libération, mais aussi des monuments, et elles sont de plus en plus nombreuses et actives. C'est le cas ici à Oran, et dans d'autres villes il y a plein d'associations qui commencent à être actives.

L'histoire est toujours prégnante, vous n'allez pas lire un journal en Algérie ou suivre un journal télévisé sans qu'on vous dise qu'aujourd'hui, il y a eu le décès d'un tel qui a été moudjahid, ou alors la commémoration de tel événement, de telle bataille, de tel ou tel lieu de mémoire.

Habib - L'entretien de la mémoire.

Hassan - Il y a quelques mois, c'était Sakiet Sidi Youssef, dans toutes les chaînes de télé et les journaux, les événements de Sakiet Sidi Youssef sont commémorés. Bon ; mais est-ce que ça suffit ? Il ne faut pas qu'il y ait des trop plein de mémoire, il ne faut pas qu'il y ait des déséquilibres. C'est pour ça que tout ça doit être étudié judicieusement et qu'il y ait une concertation, un peu à l'échelle des historiens, des sociologues, des spécialistes de sciences humaines, sociales, et des pédagogues et pas seulement à l'échelle des frontières, mais sur le Maghreb et plus loin encore, l'Afrique.

Aussi, la profondeur africaine, on a tendance à la marginaliser. On ne parle de l'Afrique malheureusement que quand il y a des phénomènes migratoires, ou des conflits, alors que c'est autre chose aussi. Il y a une profondeur historique et humaine qui est extrêmement importante qu'on oublie, y compris sur le Maghreb.

Habib - Absolument. Je ne sais pas si j'ai oublié quelque chose, mais je crois que moi j'ai fait le tour. Merci infiniment ! Vraiment. C'était passionnant.

Hassan - Eh bien merci à vous encore. Ça a été un plaisir, moi ça m'a permis de remettre certaines choses en mémoire et puis de mettre de l'ordre dans mes idées.

Habib - Tant mieux si ça a été utile, mais je vous assure que c'était passionnant pour moi. Je suis absolument ravi. Merci.